

UNE RENTRÉE SOUS HAUTE PRESSION

Compétitivité, indexation des salaires, allocations familiales... Les dossiers chauds ne manquent pas sur le bureau du gouvernement. Entre tensions sociales et réalités économiques, le chemin à suivre s'annonce tortueux!

Jean-Michel Gaudron (interview), Andrés Lejona (photos)

Le ministre de l'Économie et du Commerce extérieur estime que dans les mois à venir, des décisions cruciales seront à prendre pour l'avenir économique et social du Luxembourg.

Monsieur Krecké, en marge de la Tripartite du printemps dernier, vous aviez publié une série de 65 propositions pour l'amélioration de la compétitivité nationale. En attendant que reprenne le débat sur ce thème prévu cet automne, comment les choses ont-elles évolué depuis? «Il y a plusieurs choses qui ont déjà été mises en place et d'autres qui sont en train ou sur le point de l'être. Mais dans certains cas, cette mise en œuvre pourra demander plusieurs mois

avant d'être effective. Disons que globalement, sur les 65 propositions de départ, une quarantaine sont en voie de réalisation ou déjà mises en place.

Fin juin, lors de la séance publique consacrée au débat d'orientation sur ces 65 propositions, le parti chrétien-social a ajouté 21 propositions supplémentaires. Faut-il juste et voir la volonté du parti majoritaire de ne pas vous laisser seul en avant sur ce dossier? «Je ressens cela davantage comme une adhésion totale à ma démarche, vu qu'il n'y avait guère de différences entre leurs propositions et les miennes, mis à part sur deux points. Le premier concerne la remise en cause, totale ou partielle, du régime TVA 2015. Pour avoir vécu la mise en place de cette disposition, je n'y crois plus vraiment.

En revanche, le fait de privilégier le principe de notification plutôt que celui de l'autorisation, avec davantage de contrôles *ex post*, rejoint tout à fait l'esprit de quelques-unes de mes propositions, même si cela n'y avait pas été exprimé aussi clairement. Je pense en effet que pour bon nombre d'activités que j'appellerai 'standard', il suffit de dire aux gens ce qu'ils ont à faire et qu'ils le notent, en respectant les normes et standards qu'on leur impose. Cela me semble plus efficace de fixer des normes plutôt que de se baser sur des dispositions différentes à chaque fois.

Que faut-il retenir de cette séance publique de débats? «Ce que je retiens avant tout, c'est qu'il n'y a finalement pas eu beaucoup de divergences de vues. Il y a eu peut-être çà et là quelques idées

«Je rejoins parfaitement la déclaration de Serge Allegrezza quand il dit que la compétitivité, c'est quelque chose de bien plus compliqué que l'index»

JEANNOT KRECKÉ



Photo: David Laurent/Woje (archiv)

soit des propositions complémentaires, mais rien de vraiment nouveau ou révolutionnaire. Le parlement a largement adhéré à la démarche du gouvernement. Malheureusement, encore une fois, la question de l'indexation automatique des salaires est venue s'imposer dans les débats. Il n'y a vraiment que ce point-là qui occupe le débat public et cela occulte les 64 autres, si bien que plus personne ne semble vraiment discuter des avantages de tous ces autres points. Je rejoins parfaitement la déclaration de Serge Allegrezza (directeur du Statec et de l'Observatoire de la Compétitivité, ndr.) quand il dit que la compétitivité, c'est quelque chose de bien plus compliqué que ça.

Il devient aujourd'hui de plus en plus difficile de persuader les maisons mères des grandes industries d'augmenter les salaires en temps de crise. Si le Luxembourg veut conserver son industrie, il doit veiller à la compétitivité de cette industrie qui, encore une fois, n'est pas 'price maker', mais vraiment 'price taker': ce n'est certainement pas Guardian qui fixe les tarifs pour les vitres produites pour le secteur de l'automobile, mais plutôt les grandes marques de constructeurs. Et ça, on l'oublie un peu trop souvent...

La dégradation de la compétitivité est-elle, à vos yeux, inexorable et bien réelle? «L'Observatoire de la Compétitivité étudie en permanence toute une série d'indicateurs, il y en a à peu près 80. Il y en a certains qui s'améliorent et d'autres pour lesquels nous sommes clairement moins compétitifs. En résumé, notre situation n'est certainement pas devenue meilleure. Ce que je constate, c'est que les différents acteurs politiques et sociaux prennent les éléments qui les arrangent: ceux qui pensent qu'il ne faut rien changer se focalisent sur les indicateurs positifs et les autres se limitent à commenter la dégradation d'autres indicateurs. C'est pour cela que nous avons mis en place un indicateur synthétique qui résume le plus fidèlement possible les 80 autres.

Et là, c'est clair aussi, il y a une réelle dégradation, surtout comparée aux pays qui nous entourent.

De toute façon, dans un monde qui bouge aussi vite, il faut se remettre en question constamment. Celui qui croit être arrivé à un niveau acceptable et, alors, ne bouge plus, va forcément régresser.

Nous avons donc un travail permanent à faire: revoir sans cesse ce que font les autres pays, essayer de réajuster nos propres dispositions et indicateurs et, surtout, essayer de mettre nos entreprises au même niveau que celui de nos partenaires principaux, c'est-à-dire nos plus proches voisins. Il est inutile de vouloir se baser à tout prix sur des standards et des benchmarks de pays dont les paramètres ne sont pas comparables aux nôtres. Il faut chercher à se comparer à l'Allemagne, à la France, aux Pays-Bas et à la Belgique, et non à des pays en voie de développement.

Je citerai un exemple concret: nous sommes en train de mettre en place plusieurs parcs éoliens. Ici, au Luxembourg, il n'est pas possible de développer de tels parcs à proximité immédiate de zones boisées, car cela risque de gêner la faune. Mais allez voir de l'autre côté de la frontière, en Rhénanie-Palatinat: on y trouve plein d'éoliennes en pleine forêt! Je me demande pourquoi cela est possible chez eux et pas chez nous.

Vous évoquez les débats autour de l'index. Le climat social ne semble pas s'être apaisé depuis l'échec de la Tripartite. Qu'en est-il exactement? «Nous ne pouvons en effet pas vraiment parler de climat serein pour nos discussions. Les partenaires sociaux ont tracé plusieurs lignes rouges à ne pas franchir. Il est aujourd'hui

«Si le Luxembourg veut conserver son industrie, il doit veiller à la compétitivité de cette industrie qui, encore une fois, n'est pas 'price maker', mais vraiment 'price taker'»

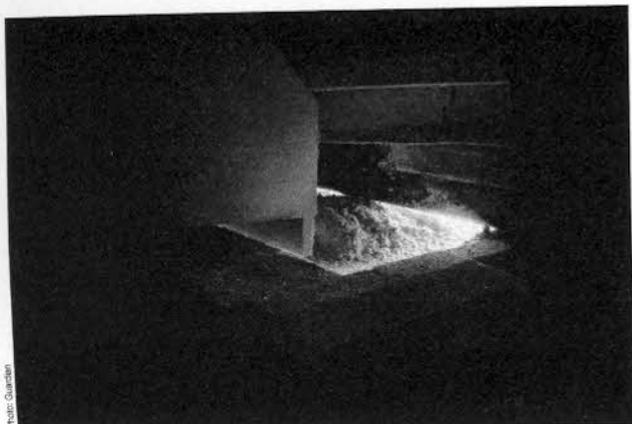


Photo: Guarnieri

■ I devenu presque impossible d'établir un dialogue et d'essayer de trouver un consensus. Il est évident que si l'on se démarque trop dans une certaine direction, il n'est plus possible de se rapprocher au cours des négociations. C'est ce qui est arrivé à la Tripartite et ne s'est malheureusement pas amélioré pendant la période estivale. Ce qui complique évidemment les affaires. J'ai un peu l'impression que tout le monde veut avoir raison et personne ne veut perdre la face. Si on s'écarte trop loin, plus possible de trouver un compromis sans perdre la face...

A vous entendre, on en vient à se demander s'il y aura bien un second round pour la Tripartite... «Le débat reste en effet ouvert et le gouvernement discutera de son approche dans les prochaines semaines.

Dans le cas contraire, le gouvernement devrait donc passer en force. Est-ce vraiment souhaitable? «Non, mais c'est son rôle, faute d'accord, de prendre des décisions. Un gouvernement est là pour gouverner. Il s'agit alors de gouverner de façon à ménager le plus possible les sensibilités extrêmes des différents partenaires sociaux. On ne peut pas rester passif parce que ces partenaires ne veulent plus discuter.

Mais au sein même de la coalition, le consensus sera-t-il facile à trouver? Des divergences étaient apparues au printemps dernier, notamment et toujours autour de la question de l'index. «Il est normal que deux partis aussi différents aient des approches et des sensibilités différentes. Et il est vrai qu'en tant que ministre de l'Economie, je me suis souvent retrouvé entre deux feux. Je commence à y être

habitué, même si ce n'est pas nécessairement une position que j'affectionne.

Entre les deux partis de la coalition ou avec les partenaires sociaux: lequel des compromis sera-t-il le plus facile à trouver? «Dans les deux cas, les discussions seront difficiles, mais je pense qu'arriver à un terrain d'entente au sein de la coalition devrait être plus aisé.

Comment réagissez-vous à la récente publication du Statec qui a analysé les différentes modulations possibles du mécanisme d'indexation automatique des salaires et qui en a déduit que les effets en découlant seraient limités? «Il y avait de drôles d'arguments qui commençaient à circuler et le Statec a bien fait de résumer la situation et de montrer ce qui est possible, au travers de simulations, d'arguments et d'informations. Tout ceci, je l'espère, va désormais permettre d'apporter un peu de sérénité à un débat qui était très souvent devenu beaucoup plus passionné et émotionnel que vraiment rationnel et réfléchi.

De cette étude, certains tirent la conclusion que nous pourrions donc, le cas échéant, surseoir à l'indexation automatique des salaires puisque les effets qui en découlent ne sont pas dramatiques. Je suis d'avis qu'il faut prendre, aujourd'hui, des mesures qui, dans l'avenir, nous permettront de réagir à certaines évolutions. Notre procédure législative est très lourde et nous n'arrivons pas à mettre rapidement en place de nouvelles dispositions, comme cela se fait chez nos voisins. Tout réside dans notre capacité à mettre dès maintenant une réglementation en place qui nous permettra de réagir plus tard lorsqu'il y aura le feu, plutôt que d'attendre qu'il y ait le feu pour lancer une procédure législative.

La Tripartite est, justement, un instrument créé pour être activé en cas d'aggravation de la situation économique et sociale. Souhaitez-vous donc la réformer? «La Tripartite doit rester un instrument fort, mais il faudrait stipuler plus formellement qu'elle a une obligation de résultat et doit donc aboutir à un accord de consensus ou, à défaut, à une action du gouvernement. En tout état de cause, il faut vraiment faire en sorte que les instruments soient en place lorsque certains indicateurs virent au rouge pour permettre au gouvernement d'entreprendre des actions immédiatement, faute

d'accord au sein de la Tripartite. Prenez l'exemple des produits énergétiques. Nous allons au-devant d'une augmentation des prix de l'énergie. Cela est inéluctable, quasiment mécanique. Tous les indicateurs mentionnent la grande croissance des pays asiatiques, avec la nécessité d'afflux de produits énergétiques pour soutenir cette croissance. Les prix vont logiquement augmenter. Il faut donc dès maintenant mettre en place les instruments nécessaires qui permettent de réagir lorsque les prix énergétiques dépasseront un seuil prédéfini.

L'inflation sous-jacente, en dehors des produits énergétiques et des produits frais, n'est pas vraiment un gros problème actuellement. Elle est plus ou moins sous contrôle et reste en phase avec ce qui se fait dans les pays voisins. Mais c'est notre IPCN (*indice des prix à la consommation nationale, ndlr.*) qui s'écarte trop vis-à-vis de nos partenaires.

Après la séance publique du début de l'été, quelle est maintenant la prochaine étape?

«Nous travaillons toujours sur la mise en œuvre des 65 mesures et nous essayons, au sein de la coalition, de trouver des accords sur les points de divergence. Il y aura probablement d'autres séances publiques, car nous devons bien évidemment associer le Parlement à tout ce que nous faisons.

Quels sont les premiers chantiers sur lesquels vous travaillez?

«Il y en a plusieurs que nous traitons en parallèle. La fiscalité, les procédures *commodo incommodo*, l'aménagement du territoire... Pour chacune des propositions qui ont été faites, un échéancier a été établi et j'entends bien le respecter au plus juste. Certains points sont prévus d'être réglés dès cet automne. D'autres, comme la fiscalité communale, sont planifiés à l'horizon fin 2012.

Toutes ces discussions vont-elles avoir une influence sur l'élaboration du projet de budget 2011? «Evidemment. Et c'est d'ailleurs pour cela que dès maintenant, nous commençons nos travaux. Nous prévoyons, du reste, beaucoup plus de réunions de préparation que les années précédentes.

A tout cela s'ajoute la grogne des travailleurs frontaliers qui sont pénalisés par les nouvel-



les mesures votées en matière d'allocations familiales (voir aussi page 28). Y a-t-il eu une erreur stratégique de la part du gouvernement en la matière, compte tenu du rôle éminentement crucial joué par les travailleurs frontaliers pour l'ensemble de l'économie luxembourgeoise? «Il faut voir si le message a été mal compris ou bien s'il a été mal agencé. C'est difficile à savoir pour le moment... Le gouvernement a pris position et je ne vais pas m'exprimer là-dessus.

Avez-vous le sentiment, à la lumière de l'évolution de la situation actuelle, que l'économie luxembourgeoise est en danger? «Je ne pense pas que l'on puisse parler de danger imminent pour les jours prochains. Mais si pendant une cer-

taine période vous n'agissez pas et que les autres bougent, vous avez, à terme, un problème, car vous prenez du retard! Le monde tourne de plus en plus vite et le Luxembourg doit s'habituer à tourner plus vite ou à réagir plus vite... Or, ce n'est pas le cas.

Regardez la directive européenne sur les services. Nous avons été parmi les premiers Etats de l'Union européenne à déposer notre projet de loi-cadre au Parlement (*en mars 2009, ndlr.*). Et si ça se trouve, nous serons un des derniers à l'avoir transposé! (*Dans une réunion du 12 avril dernier, la Commission de l'Economie, du Commerce extérieur et de l'Economie solidaire a souhaité disposer d'éléments complémentaires alors que le texte a franchi toutes les étapes antérieures, y compris le passage devant le Conseil d'Etat, ndlr.*) Nous

«La Tripartite
doit rester un
instrument fort, mais
il faudrait stipuler
qu'elle a une
obligation de résultat»



Photo: Luc DeMeirino (archiviste)

devons vraiment tout accélérer. Nous nous sommes enlisés dans un système où nous mettons beaucoup plus de temps à prendre des décisions que les autres pays.

Clairement, nous vivons une période charnière pour le pays. Il y a un virage à prendre qu'il ne faut pas rater... Le Luxembourg a toujours réussi à se sortir de situations difficiles, mais je répète que ce n'est pas en restant inactifs et en croyant que tout va se remettre en place sans effort que nous y arriverons.

Vous aviez émis le vœu, en tout début d'année, dans une interview à *La Voix du Luxembourg*, que 'le gouvernement soit innovant pour aller de l'avant' Neuf mois après, avez-vous été entendu? «Je reste persuadé que c'est toujours

vrai! Du reste, nous sommes en train de travailler depuis quelques semaines, au sein du ministère de l'Économie, sur une approche et une démarche plus innovantes visant à nous remettre en question dans ce que nous faisons tous les jours de façon régulière, et de mettre en doute des éléments qui, a priori, ne se prêtent pas à l'être. Je ne sais pas encore quel sera le résultat de cette démarche, mais je souhaite qu'elle soit vraiment la plus innovante possible.

Je ne sais pas si, par la suite, d'autres administrations voudront suivre cette démarche. Nous voulons, au sein du ministère, améliorer notre fonctionnement, mais nous n'avons évidemment pas à juger de celui des autres administrations... Ce n'est pas nous qui sommes en charge de la réforme de la fonction publique.» ●

GLOBAL COMPETITIVENESS REPORT

Position stable

Dans l'édition 2010-2011 du *Global Competitiveness Report* publié par le World Economic Forum, le Luxembourg a encore gagné une toute petite place, passant du 21^e au 20^e rang (il était encore 25^e il y a quatre ans, sur 139 pays au total). Mais cette stagnation est toute relative. Très loin derrière la Suisse, qui se maintient en première position «Dans la comparaison avec nos pays voisins, ainsi qu'avec la Suisse et le Royaume-Uni qui sont nos principaux partenaires quant aux échanges de biens et de services, le Luxembourg se situe à la dernière place. Ainsi, comparé notamment à ses partenaires européens de la Grande Région, le Luxembourg reste le moins bien classé», tempère ainsi la Chambre de Commerce, coordinateur de cette étude au niveau national.

L'environnement macroéconomique, les infrastructures, l'enseignement supérieur, l'efficacité du marché du travail, l'utilisation des nouvelles technologies ou le développement du marché financier font partie des points sur lesquels le pays a amélioré sa position. En revanche, le Luxembourg a perdu du terrain en matière, notamment, de sophistication du marché financier, de qualité du système de santé et d'éducation primaire, d'enseignement supérieur et de formation supérieure. ● J.-M. G.